



HAL
open science

Les choix politiques des agriculteurs

Nonna Mayer

► **To cite this version:**

Nonna Mayer. Les choix politiques des agriculteurs. Les Cahiers du CEVIPOF, CEVIPOF, Sciences Po, 1995, pp.27 - 38. hal-03458204

HAL Id: hal-03458204

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03458204>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les choix politiques des agriculteurs

(Nonna MAYER)

Entre le recensement général de la population de 1954 et celui de 1990, le nombre d'exploitants agricoles est passé de près de quatre millions à moins d'un million, et leur poids dans la population active de plus de 20% à moins de 4%. Si l'on ajoute les membres de leur famille, qui vivent sur l'exploitation mais travaillent en dehors, et ceux qui sont partis à la retraite, aujourd'hui plus nombreux que les actifs⁷, le poids réel des agriculteurs est nettement plus élevé. Un électeur sur dix vient d'un ménage agricole et un électeur sur cinq a au moins une attache avec le milieu⁸. C'est cette définition élargie de la population agricole qui a été retenue pour notre enquête, prenant en compte l'ensemble des personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs, exploitants, parents, enfants ou conjoint de l'exploitant⁹. On s'interrogera ici sur la spécificité et l'homogénéité politiques du milieu agricole, à quelques semaines des élections régionales et cantonales de 1992.

1. L'ancrage à droite

Aujourd'hui comme hier c'est à droite que vont les préférences politiques des agriculteurs. Tous les indicateurs utilisés le confirment. Sur l'échelle SOFRES en sept positions ils sont 80% à se classer au centre ou à droite alors que la proportion n'est que de 61% dans l'ensemble de la population (Tableau 1).

Les deux tiers d'entre eux expriment l'intention de voter pour un candidat de droite aux élections législatives de 1993 (tableau 2) et 58% souhaitent au fond d'eux-mêmes la victoire du RPR ou de l'UDF sur la majorité présidentielle qu'ils ne sont que 17% à soutenir. C'est des partis de droite, l'UDF, le RPR ou le Front national, qu'ils se déclarent le plus souvent proches (les deux tiers de ceux qui déclarent une proximité partisane). A une seule et notable exception

⁷. Alice Barthez, « Une agriculture communautaire », p.466-475 in INSEE, *La société française. Données sociales 1993*, Paris, Hachette, 1993. Au recensement général de la population de 1990, on comptait 982 milliers d'agriculteurs exploitants en activité contre 1257 milliers d'anciens agriculteurs (contre respectivement 1448 et 1346 milliers en 1982). En 1979, un quart environ des femmes actives de moins de 35 ans vivant chez leurs parents ou chez leur mari agriculteur travaillaient hors de l'exploitation agricole. Elles étaient un tiers en 1988 et près des deux tiers chez les jeunes femmes de moins de 35 ans (Source : recensements généraux de l'agriculture).

⁸. Estimation réalisée à partir des enquêtes annuelles de l'Observatoire interrégional du politique (OIP), auprès d'échantillons représentatifs de la population des régions âgée de 15 ans et plus qui, agrégés, dépassent les 15 000 individus. De 1987 à 1993, en croisant la CSP de l'individu et celle du chef de ménage, on peut estimer à 10% la proportion d'électeurs inscrits vivant dans un ménage d'agriculteurs. L'enquête de 1987 permettait en outre de connaître la profession du conjoint et du père, qu'ils soient ou non chefs de ménage. Elle montrait qu'un électeur inscrit sur cinq était soit agriculteur lui-même, actif ou retraité, soit enfant, soit conjoint d'agriculteur.

⁹. Rappelons que l'enquête du CEVIPOF a été administrée par la SOFRES, du 31 janvier au 21 février 1992, auprès d'un échantillon national de 900 agriculteurs ou adultes vivant dans un foyer d'agriculteurs, construit selon la méthode des quotas (surface agricole utile, type d'exploitation et statut de l'interviewé). Sauf indication contraire, c'est à cette population que nous ferons référence dans la suite du texte.

près, celle de Jacques Delors, c'est des personnalités de droite qu'ils ont la meilleure opinion (tableau 3).

Ces choix s'inscrivent dans une logique plus générale qui oppose les indépendants, travaillant à leur compte, aux salariés sous les ordres d'un patron. Qu'ils tiennent boutique ou travaillent la terre, qu'ils dirigent une entreprise ou exercent une profession libérale, ils se méfient d'une gauche perçue comme interventionniste et protectrice des droits des salariés¹⁰. Ce clivage se retrouve tout au long de la Cinquième République et n'a fait que s'accroître avec l'arrivée de la gauche au pouvoir¹¹. A l'effet déterminant du statut s'ajoute celui de facteurs spécifiques aux agriculteurs, leur intégration à la communauté catholique et à ses valeurs, l'importance de leur patrimoine, leur âge moyen élevé. Les agriculteurs comptent 60% de pratiquants réguliers ou occasionnels, proportion qui n'est que de 36% dans l'ensemble de la population. Ils sont les plus nombreux à être propriétaires de leur résidence principale (77%, contre 52% des Français) voire d'un autre logement, résidence secondaire ou de rapport (27% contre 18%). Ils sont beaucoup plus âgés que la moyenne des Français puisque 29% d'entre eux seulement ont moins de 40 ans (contre 56%)¹². Autant de facteurs qui les inclinent au conservatisme.

Au sein même de la population agricole chacune de ces variables introduit des clivages similaires, leur niveau du vote pour la droite s'élevant avec l'âge, le niveau de pratique religieuse et la taille de l'exploitation. Il atteint un niveau record chez les "gros" agriculteurs, à la tête d'exploitations de 50 hectares ou plus, dans le secteur des grandes cultures et de l'élevage de bovins tandis que le niveau du vote pour la gauche, principalement socialiste, s'élève chez les "petits" et moyens agriculteurs, chez les viticulteurs, les éleveurs d'ovins et de volaille ou les polyculteurs et chez les proches de la Confédération paysanne (tableau 4).

Si cette orientation à droite caractérise l'ensemble des personnes vivant dans un ménage d'agriculteur, elle est toutefois nettement plus marquée dans la génération des parents. Les intentions de vote en faveur de la droite, et presque exclusivement la droite modérée, y atteignent 76%, alors que chez les enfants d'agriculteurs elles ne l'emportent sur les intentions de vote pour la gauche ou les écologistes que d'une courte majorité (46% contre 44%, tableau 4).

2. La préférence chiraquienne

Cet ancrage à droite des agriculteurs profite plus au RPR et à son leader. Avec 54% de bonnes opinions, Jacques Chirac arrive nettement en tête de leur palmarès des personnalités politiques, avant Simone Veil (+5), Raymond Barre ou Valéry Giscard d'Estaing (+6)

¹⁰. Sur le clivage indépendants/salariés cf. Nonna Mayer, Étienne Schweisguth, "Classe, position sociale et vote", in Daniel Gaxie (dir.), *L'explication du vote*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, p.262-290. Voir également Daniel Boy, Nonna Mayer, « L'électeur français en questions », pp. 197-217 in CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990 et Nonna Mayer, « Classes moyennes et politique », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Dictionnaire historique de la vie politique française (XXème siècle)*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, pp. 178-183.

¹¹. Voir les contributions de Daniel Boy, Élisabeth Dupoirier et Isabel Boussard in Pierre Coulomb, Hélène Delorme, Bertrand Hervieu, Marcel Jollivet, Philippe Lacombe (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1990, p.378-588 et celle de Nonna Mayer in Bertrand Hervieu (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, Paris, L'Harmattan, 1992, p.47-65. Voir également Isabel Boussard, *Les agriculteurs et la république*, Paris, Economica, 1990, p.137-154.

¹². Source : INSEE. Enquête Loisirs 1987-1988. Enquête sur les actifs financiers. 1986. Enquête emploi. 1989. Cf. *Données Sociales. 1990*, Paris, INSEE, 1990.

(tableau 3). Cette popularité tient pour partie à la bonne image qu'a laissée son passage au ministère de l'Agriculture. Elle témoigne aussi de l'enracinement de son mouvement chez les agriculteurs, ralliés progressivement, et non sans mal, au gaullisme entre 1962 et 1968¹³. Les agriculteurs se déclarent un peu plus souvent proches du RPR que de l'UDF (26% contre 21%) et ils sont moins nombreux à exclure de voter pour un candidat RPR que pour un candidat UDF aux prochaines élections législatives (17% contre 20%). L'écart entre les deux formations de la droite modérée est toutefois minime, comparé à celui qu'on observait au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Les agriculteurs étaient alors trois fois plus nombreux à voter pour Jacques Chirac que pour Raymond Barre¹⁴. L'équation personnelle du leader RPR pèse évidemment plus dans le cadre d'un scrutin présidentiel que d'un scrutin législatif, qui se joue essentiellement sur la notabilité et l'enracinement local des candidats. Mais à un an des législatives de 1993, les intentions de vote recueillies sur noms de candidats éventuels, avec l'hypothèse de primaires systématiques UDF/RPR, donnent en fait un léger avantage à l'UDF sur le RPR (+4)¹⁵.

On note également que la sociologie des deux électors est moins contrastée qu'en 1988. Aujourd'hui comme hier, le vote UDF/ RPR caractérise en priorité les "gros" agriculteurs, les possédants et les catholiques pratiquants. Mais en 1988 l'électorat agricole de Jacques Chirac se distinguait nettement de celui de Raymond Barre par le poids des jeunes, des actifs, des hommes et des diplômés (au moins un CAP). Le gaullisme semblait avoir conquis les éléments les plus novateurs et les plus dynamiques de l'agriculture, pariant sur la modernisation et le changement¹⁶. Tandis que les générations antérieures, dans le cadre d'une agriculture plus traditionnelle, restaient fidèles au centre ou à la gauche non communiste, défenseurs attirés des paysans sous la Quatrième République. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. C'est chez les plus jeunes, dans la tranche d'âge des 18-24 ans, et particulièrement chez les enfants d'agriculteurs, que les intentions de vote pour le RPR sont les plus faibles (tableau 4).

3. Les limites du vote protestataire

La relative stabilité du choix politique des agriculteurs ne saurait masquer la crise de la représentation politique qui traverse ce milieu. 71% d'entre eux sont mécontents du fonctionnement de la démocratie, soit une proportion supérieure de 10 points à celle que l'on constate à la même date chez l'ensemble des Français (tableau 5). Les trois quarts d'entre eux ont le sentiment de n'être bien représentés par aucun parti ou leader politique, proportion là encore supérieure à la moyenne (respectivement +6 et +4) (tableau 6). Et ils sont plus nombreux à ne pas se reconnaître dans le clivage gauche/droite, un tiers refusant de se classer dans un de ces deux camps contre un quart dans l'ensemble de la population. C'est sur ce fond d'insatisfaction que se

¹³. Voir Pierre Rémy, « Le gaullisme et les paysans », dans Yves Tavernier, Michel Gervais, Claude Servolin (dir.), *L'univers politique des paysans*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p.255-272 ainsi que Isabel Boussard, *op.cit.*, p.69-98

¹⁴. Sur la base du sondage post-électoral SOFRES/CEVIPOF, 47% des agriculteurs (retraités inclus) auraient voté pour le candidat du RPR contre 14% pour le candidat de l'UDF. Voir CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, *op.cit.*

¹⁵. Cet avantage se retrouve dans le sondage post-électoral de la SOFRES effectué après les élections législatives de 1993 (31 mars-2 avril 1993, échantillon représentatif du corps électoral de 2000 individus). 32% des agriculteurs exploitants (profession de la personne interrogée) déclarent un vote pour un candidat de l'UDF et 23% pour un candidat du RPR alors que ces proportions dans l'ensemble de l'échantillon sont de 19% et 21%. Mais compte tenu du poids des candidatures d'union, ces chiffres ne permettent pas de conclure que l'UDF a supplanté le RPR dans les préférences des agriculteurs.

¹⁶. Voir Nonna Mayer, "Le vote des agriculteurs en 1988 : facteurs individuels, facteurs contextuels", in Bertrand Hervieu (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, *op.cit.*, p.47-65.

développe un vote protestataire contre les partis de gouvernement, en faveur soit des écologistes soit de l'extrême droite.

A un an des législatives de 1993, 28% des agriculteurs estiment "certain" ou "probable" qu'ils voteront pour un candidat des Verts et 18% pour un candidat de Génération Écologie. Cette proportion s'élève chez les femmes (25% et 19%), chez les jeunes de 18 à 24 ans (35% et 29%) et les enfants d'agriculteurs (42% et 35%), ceux qui travaillent dans une petite exploitation (27% et 24%) et ceux qui se déclarent proches des partis de gauche (30% et 24%). Ceux qui n'excluent pas de voter pour un candidat du Front national sont nettement moins nombreux (9%). Leur proportion s'élève également chez les plus jeunes et les enfants d'agriculteurs (16% et 14%), mais elle caractérise plutôt les agriculteurs de sexe masculin, ceux qui travaillent sur les exploitations grandes ou moyennes, en particulier maraîchères et viticoles (12% et 13%) et ceux qui se déclarent proches des partis de droite (15%) et du CNJA (20%).

Ces proportions sont nettement plus faibles quand la question ne porte plus sur la probabilité des votes mais sur les intentions proprement dites, recueillies sur noms de candidats éventuels. Les écologistes (Verts + Génération Écologie) obtiendraient 12% des suffrages exprimés et les candidats du FN 5%, soit des chiffres très inférieurs à ceux que l'on observe dans l'ensemble de l'électorat (respectivement -5 et -10.5 points). Certes, ces intentions de vote n'ont pas été redressées et l'on sait que le vote pour le Front national, compte tenu de la réprobation sociale qui y est attachée, est systématiquement minoré dans les sondages. Mais tous les autres indicateurs confirment la faible audience du FN en milieu agricole. 3% seulement des agriculteurs s'en déclarent proches. Son leader est, avec Georges Marchais, la personnalité politique dont ils ont la plus mauvaise opinion (tableau 3). Ils sont nettement moins nombreux que la moyenne à se dire d'accord avec ses idées (-10), que ce soit dans le domaine de l'immigration (-2), de la sécurité et de la justice (-6), des critiques contre la classe politique (-1) ou de la défense des valeurs traditionnelles (-4)(tableaux 7 et 8). La majorité (61%) voit dans ce parti et son leader "un danger pour la démocratie" et se prononce contre tout accord politique ou de désistement pour le second tour des élections législatives entre le Front national et l'UPF, même chez les sympathisants du RPR et de l'UDF (respectivement 48 et 44%). Et s'il y avait à choisir au second tour entre un candidat socialiste et un candidat du FN, ils seraient 44% à préférer le socialiste (contre 13% celui du FN).

Cette résistance des agriculteurs, en dépit des efforts de séduction déployés dans leur direction par le parti lepéniste depuis son congrès de Nice (29 mars-1er avril 1990), tient à la fois à leur relation privilégiée avec le mouvement gaulliste, à leur cohésion sociale, à la force du syndicalisme paysan, à l'influence modératrice de l'Église catholique. C'est en terrain urbain, quand se désagrège l'encadrement social, culturel et politique, que le lepénisme gagne du terrain. En milieu rural, les réseaux de la droite conservatrice et catholique lui font barrage. Ils canalisent toutefois moins le mécontentement des jeunes générations, plus enclines, on l'a vu, à déclarer un vote protestataire en faveur soit des écologistes, soit du Front national. Tiendront-ils longtemps encore, face à la crise d'identité qui ébranle les milieux agricoles et aux peurs que suscite chez eux la construction européenne ?

4. L'horizon 1995

Depuis notre enquête, quatre élections successives -cantonales, régionales, législatives et européennes- ont modifié le paysage politique français. Elles ont consacré l'effondrement du parti socialiste, dont le candidat officiel a recueilli moins de 15% des suffrages exprimés aux dernières élections européennes. Les écologistes, divisés, n'en tirent aucun bénéfice. Quant à la droite modérée, victorieuse aux dernières élections législatives avec près de 40% des suffrages exprimés et plus de 80% des sièges à l'Assemblée nationale, elle subit la double pression du Front national, qui draine son électorat populaire, et du nouveau mouvement de Philippe de Villiers, qui recrute parmi les classes moyennes et supérieures attachées aux valeurs traditionnelles.

Ces bouleversements ne remettent pas en cause les grandes tendances du vote des agriculteurs, telles qu'elles se révélaient dans notre enquête de 1992. Ils persistent dans leur refus de la gauche et de l'écologie, portant leurs suffrages aux candidats de droite dans une proportion de 67% aux élections régionales de 1992, 85% aux élections législatives de 1993 et 82% aux élections européennes de 1994, à chaque fois supérieure de plus de vingt points à la moyenne nationale¹⁷. Plus que toutes les autres catégories socioprofessionnelles, ils se déclarent satisfaits du résultat des élections législatives de 1993, qui donnent la majorité à l'UPF¹⁸. La géographie électorale confirme les enseignements des sondages. La carte des suffrages exprimés en faveur de la droite modérée aux dernières élections européennes recoupe clairement celle des circonscriptions les plus agricoles (cartes 1 et 7).

La réticence des agriculteurs à voter pour le Front national se confirme, même si elle est moins marquée que dans les intentions de vote déclarées lors de notre enquête. Le parti lepéniste y obtient des scores généralement moins élevés que dans le reste de l'électorat, et sans commune mesure avec ceux qu'il obtient chez les petits patrons et chez les ouvriers. Ainsi lors des élections régionales de 1992 les scores du FN chez les agriculteurs étaient inférieurs de 5 points à la moyenne nationale (9% contre 13,7%), lors des législatives de 1993 ils étaient comparables (13%) et lors des élections européennes de 1994 ils étaient inférieurs de 7 points (4% au lieu de 10,5%). Les thèmes sécuritaires et xénophobes privilégiés par le Front national ne viennent pas en tête de leurs préoccupations. Interrogés sur les motivations de leur vote aux dernières élections européennes, 20% des agriculteurs classaient "l'insécurité" et 15% "l'immigration" parmi les thèmes qui avaient eu "le plus d'importance dans leur vote", soit des pourcentages inférieurs à la moyenne (respectivement 26% et 21%) et sans comparaison avec ceux que l'on trouvait chez les électeurs du FN (68% et 67%)¹⁹.

Les agriculteurs se soucient plus de la construction européenne, qui conditionne leur avenir. Ils ont été de loin les plus nombreux à voter contre le traité de Maastricht²⁰.

¹⁷. Source: sondages post-électorales de la SOFRES, effectués les 25-26 mars 1992, du 31 mars au 2 avril 1993 et du 18 au 23 juin 1994, auprès d'échantillons nationaux représentatifs du corps électoral (N= 1500, 2000 et 2000). Il s'agit cette fois-ci des seuls agriculteurs exploitants, définis par la profession de la personne interrogée, et c'est à eux que nous faisons allusion dans la suite du texte, sauf indication contraire.

¹⁸. 74% se disent « plutôt satisfaits du résultat des élections législatives dans le pays » et 12% « plutôt déçus » alors que dans l'ensemble de l'échantillon les proportions sont respectivement de 53% et 29% (Sondage SOFRES précité).

¹⁹. Sondages post-électorales de la SOFRES précités.

²⁰. 71% de « Non ». Voir Olivier Duhamel, Gérard Grunberg, « Référendum : les dix France », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1993*, Paris, Seuil, 1993, p.79-86.

Aux dernières élections européennes, ils étaient la catégorie socioprofessionnelle la plus hostile à l'intégration. Les deux tiers d'entre eux se rangent alors parmi "ceux qui craignent les conséquences de la construction européenne" (contre 46% dans l'ensemble de la population) et ils sont deux fois plus nombreux à souhaiter que "le mouvement d'unification de l'Europe soit ralenti" (44% contre 23%)²¹.

S'il y a une dimension protestataire indéniable dans leur vote²², elle passe plutôt par le soutien à des mouvements qui donnent la priorité à la résistance aux directives de Bruxelles et à la défense de "l'exception" française. C'est pourquoi aux élections régionales de 1992 un agriculteur sur dix donnait sa voix à la liste Chasse, Pêche, Nature et Traditions et pourquoi, aux élections européennes de 1994, ils étaient trois fois plus nombreux que le reste de l'électorat à soutenir "l'Autre Europe" préconisée par Philippe de Villiers. C'est la seule catégorie socioprofessionnelle où la liste de ce dernier a fait jeu égal avec la liste UDF-RPR, recueillant 37% de leurs suffrages (contre 38% à la liste Baudis)²³.

A l'élection décisive que sera la présidentielle d'avril-mai 1995, l'enjeu européen pèsera lourd sur les choix des agriculteurs, quels que soient les candidats en présence. S'il est trop tôt pour anticiper sur leurs votes lors d'une élection, dont tous les candidats ne sont pas encore connus, les sondages effectués, alors que Delors était encore un candidat potentiel donnent néanmoins des indications de tendances²⁴. C'est chez les agriculteurs, sans surprise, que les candidats de la droite réalisent leurs meilleurs scores. Chirac, Giscard, Balladur, de Villiers, et le Pen totalisent 88% de leurs intentions de vote déclarées pour le premier tour, contre 59,5% seulement dans l'ensemble de l'électorat (tableau 9). S'ils déclarent trois fois moins souvent que l'ensemble de l'électorat l'intention de voter pour le leader du FN, de Villiers garde leurs faveurs, crédité de 14% de leurs suffrages, soit trois fois plus que dans l'ensemble de l'électorat. Mais la préférence des agriculteurs va nettement aux candidats de la droite modérée. Chirac, Giscard et Balladur recueillent à eux seuls plus de 70% de leurs intentions de vote. Si Balladur arrive bon premier, avec un tiers de leurs suffrages, dépassant Chirac de 7 points, ce dernier fait toutefois de loin son meilleur score chez les agriculteurs. Avec 27% des suffrages exprimés, il y dépasse de 12 points son score dans l'ensemble de l'électorat, alors que l'écart au profit de Balladur est de 8 points, et au profit de Giscard 5 points. La différence est encore plus nette si l'on prend en compte non plus les agriculteurs exploitants mais la population des ménages dont le chef est agriculteur (tableau 9). Chirac y obtient un tiers de leurs suffrages, à trois points seulement derrière Balladur. Il garde incontestablement un capital de sympathie chez les agriculteurs et c'est sans doute son meilleur atout dans une compétition présidentielle qui, à droite surtout, s'annonce serrée.

²¹ Sondage post-européennes SOFRES précité. Sur l'opposition de la majorité des agriculteurs à la construction européenne voir Annick Percheron, « Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, 41(3), 1991, pp.382-406. Voir aussi Nonna Mayer, « Attitudes towards the region, Europe and politics in 1992 France », communication à l'American Political Science Association, Washington, 2-5 septembre 1993, ronéoté, 14 p.

²² Lors des élections européennes de 1994, ils sont les plus nombreux, avec les employés, à déclarer que par leur vote ils ont voulu manifester leur « refus des autres listes » (respectivement 48% et 50% contre 40% dans l'ensemble de l'électorat) plutôt que leur « adhésion » (Sondage post-européennes SOFRES précité).

²³ Sondage SOFRES post-européennes précité.

²⁴ Je remercie Jérôme Jaffré d'avoir bien voulu me communiquer les résultats du dernier sondage de la SOFRES sur les intentions de vote au premier tour de la présidentielle (Enquête TF1/RTL/SOFRES, vagues cumulées de début novembre et début décembre 1994, 2000 interviews).

Tableau 1

Question : D'après leurs opinions, on classe habituellement les Français sur une échelle de ce genre. Comme vous le voyez, il y a deux grands groupes : la gauche et la droite. On peut se classer plus ou moins à gauche ou plus ou moins à droite. Vous personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête SOFRES janvier 1992
- 1 { Extrême gauche	0,5	1
- 2	3,5	9
- 3 - Gauche	11	24,5
- 4 - Centre	34	28
- 5 - Droite	35	22,5
- 6	9	8
..... { Extrême droite		
- 7	2	2
- Sans réponse	5	5
	100%	100%

Tableau 2

Les intentions de vote en cas d'élections législatives :

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Baromètre BVA Paris-Match février 1992
Parti Communiste, Extrême gauche	3	10
Parti Socialiste, divers gauche	18	17,5
Écologistes	12	17
RPR, UDF, divers droite	62	40
Front National	5	15,5
	100%	100%

(Électeurs ayant exprimé une intention de vote)

Tableau 3

Question : Avez-vous plutôt une bonne opinion ou plutôt une mauvaise opinion des personnalités suivantes ?

	Bonne opinion	Mauvaise opinion	Sans opinion
- Jacques CHIRAC	54	26	20
- Jacques DELORS	50	23	27
- Simone VEIL	49	26	25
- Raymond BARRE	48	27	25
- V. GISCARD D'ESTAING	48	30	22
- Édouard BALLADUR	43	14	43
- Pierre BEREGOVOY	38	30	32
- Michel NOIR	37	23	40
- Charles PASQUA	36	33	31
- François GUILLAUME	35	37	28
- Michel ROCARD	32	46	22
- Brice LALONDE	30	42	28
- Pierre MEHAIGNERIE	29	32	39
- François MITTERRAND	25	56	19
- Antoine WAECHTER	24	41	35
- Louis MERMAZ	22	39	39
- Laurent FABIUS	22	55	23
- Bernard TAPIE	21	56	23
- Édith CRESSON	16	64	20
- Henri NALLET	11	60	29
- Jean-Marie LE PEN	11	73	16
- Georges MARCHAIS	5	79	16

Tableau 4

Sociologie du vote des agriculteurs en cas d'élections législatives :

		Total gauche	Écologistes	UDF RPR Divers droite	Front National
TOTAL	100%	21	12	62	5
AGE					
- 18 à 24 ans		13	29	46	12
- 25 à 34 ans		19	17	60	4
- 35 à 49 ans		20	13	63	4
- 50 à 64 ans		21	9	65	5
- 65 ans et plus		23	0	73	4
TAILLE DE L'EXPLOITATION					
- Moins de 10 hectares		23	19	51	7
- De 10 à 29 hectares		24	11	62	3
- De 30 à 49 hectares		20	14	60	6
- 50 hectares et plus		14	6	77	3
TYPE DE L'EXPLOITATION					
- Grandes cultures		16	7	72	5
- Cultures maraîchères		24	13	51	13
- Viticulture		29	16	43	12
- Bovins lait		14	12,5	71	2,5
- Bovins viande		17	6	77	0
- Ovins et volailles		23	19	55	3
- Polyélevage, polyculture		26	13	58	4
PROXIMITE SYNDICALE					
- F.N.S.E.A.		17	7	71	5
- C.N.J.A.		15	6	68	11
- Confédération Paysanne		36	23	39	2
- Aucun		23	18	55	4
RELIGION					
- Catholique pratiquant régulier		6	7	81	6
- Catholique pratiquant occasionnel		10	12	75	3
- Catholique non pratiquant		29	13	51	7
- Sans religion		47	23	30	0
STATUT DE L'INTERVIEWE					
- Exploitant		22	12	61	5
- Conjoint		20	11	65	4
- Père ou mère		17	7	75	1
- Enfant		22	22	46	10

Tableau 5

Question : Estimez-vous qu'actuellement en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Presse de Province-SOFRES novembre 1991
- Très bien	2	3
- Assez bien	} 25 23	} 37 34
- Pas très bien	48	42
- Pas bien du tout	} 71 23	} 61 19
- Sans opinion	4	2
	100%	100%

Tableau 6

Question : Actuellement, avez-vous le sentiment d'être bien représenté par au moins :

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Presse de Province-SOFRES novembre 1991
UN PARTI POLITIQUE		
- Oui	14	20
- Non	76	73
- Sans opinion	10	7
UN LEADER POLITIQUE		
- Oui	15	19
- Non	75	74
- Sans opinion	10	7
UN SYNDICAT		
- Oui	23	15
- Non	69	75
- Sans opinion	8	10
	100%	100%

Tableau 7

Question : Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen, assez d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Le Monde RTL/SOFRES octobre 1991
- Tout à fait d'accord	2	4
- Assez d'accord	20	28
- Plutôt en désaccord	29	22
- Tout à fait en désaccord	41	43
- Sans opinion	8	3
	100%	100%

Tableau 8

Question : Plus précisément, approuvez-vous ou désapprouvez-vous les prises de position de Jean-Marie Le Pen sur :

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Le Monde RTL/SOFRES octobre 1991
	100%	100%
Les immigrés		
- Approuve	36	38
- Désapprouve	48	51
- Sans opinion	16	11
La sécurité et la justice		
- Approuve	25	31
- Désapprouve	47	48
- Sans opinion	28	21
Les critiques contre la classe politique		
- Approuve	23	24
- Désapprouve	59	59
- Sans opinion	18	17
La défense des valeurs traditionnelles		
- Approuve	26	30
- Désapprouve	48	51
- Sans opinion	26	19

Tableau 9

Question : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle :

	Ensemble	Agriculteurs	
		<i>PCS de l'interviewé</i>	<i>PCS du Chef de ménage</i>
B. HUE	5	0	0
A. LAGUILLER	3	2	1
J. DELORS	29,5	10	7
ECOLOGISTES	3	0	0
VGE	5	10	10
J. CHIRAC	15	27	32
E. BALLADUR	25,5	34	35
Ph. de VILLIERS	4,5	14	12
J.M. LE PEN	9,5	3	3
	100%	100%	100%

(Sondage TF1/RTL/SOFRES, vagues cumulées de début novembre et début décembre 1994, N = 2000)